

<b>REPUBLIQUE FRANCAISE</b>	<b>dossier n° DP04629620X0013</b>
<b>Commune de SAINT-VINCENT-RIVE-D OLT</b>  	date de dépôt : 02/11/2020 date d'affichage en Mairie de l'avis de dépôt : 02/11/2020  demandeur : CANTALOUBE JACKY LUCIEN ALAIN pour : Installation portail adresse terrain : Le Cayrou - 46140 SAINT- VINCENT-RIVE-D OLT

### ARRÊTÉ

#### de non-opposition avec prescriptions à une déclaration préalable au nom de la commune de SAINT-VINCENT-RIVE-D OLT

**Le Maire de SAINT-VINCENT-RIVE-D OLT,**

Vu la déclaration préalable présentée le 02/11/2020 par Monsieur, CANTALOUBE JACKY LUCIEN ALAIN demeurant : LE CAYROU, 46140 SAINT-VINCENT-RIVE-D OLT, France ;

Vu l'objet de la déclaration pour **Installation portail** sur un terrain situé : Le Cayrou - 46140 SAINT-VINCENT-RIVE-D OLT ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune approuvé par délibération du Conseil municipal du 05 Février 2013 ;

Vu la zone Ub du document d'urbanisme en vigueur ;

Vu l'avis du service voirie de la Communauté de Communes de la Vallée du Lot et du Vignoble en date du 18 novembre 2020 ;

Considérant que le projet consiste à l'installation d'un portail de clôture entre poteaux aluminium blanc ;  
Considérant les dispositions réglementaires de l'Article U 11 du PLU susvisé qui stipulent : « 5 Clôtures :  
La règle générale : Les murets en pierre devront être conservés. Les clôtures sur rue devront être conformes au caractère des lieux avoisinants ; elles seront : - soit du type bâties en pierre, - soit enduites à l'identique du corps principal d'habitation, et leurs couronnements devront être réalisés soit en enduits tons pierre, soit en pierre conformément aux pierres existantes, - soit composées d'un soubassement maçonné de 0.90m de hauteur minimum et d'une surélévation. » ;

Considérant que le projet tel que présenté ne respecte pas les teintes et matériaux de l'Article U 11 du PLU en vigueur ;

Considérant que le projet est accordé avec prescriptions ;

### ARRÊTE

#### ARTICLE 1

**Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable DP04629620X0013 sous réserve du respect des prescriptions mentionnées à l'article 2 du présent arrêté.**

## ARTICLE 2

**Le portail sera en bois ou fer de teinte foncée, les piliers seront soit de type bâti en pierre conformément aux pierres existantes, soit enduit ton pierre.**

**Les prescriptions émises par le service voirie de la Communauté de Communes de la Vallée du Lot et du Vignoble dans l'arrêté portant accord de voirie en date du 18 novembre 2020 seront respectées.**

SAINT-VINCENT-RIVE-D OLT, le 24 Novembre 2020

Le Maire, Monsieur DEBAR Raoul,



*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

**Durée de validité du permis :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme et en application du décret n°2016-6 du 5 Janvier 2016 relatif à la durée de validité des autorisations d'urbanisme et portant diverses dispositions relatives à l'application du droit des sols et à la fiscalité associée.

La durée de validité de l'autorisation d'urbanisme est de trois ans. Passé ce délai, le bénéficiaire devra adresser une nouvelle demande à la Mairie. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

En cas de recours le délai de validité de l'autorisation est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une année sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
  - installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet.
- Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans

ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.